

Intervention groupe UMP - Sénat
**Proposition de loi visant à instaurer
un service citoyen pour les mineurs délinquants**
Mardi 18 octobre 2011

Mesdames, Messieurs les sénateurs,

La proposition de loi visant à instaurer un service citoyen pour les mineurs délinquants a été votée par l'Assemblée nationale la semaine dernière, elle sera examinée demain en commission des lois et en séance mardi prochain..

Le 13 septembre dernier, à Réau, le Président de la République rappelait que « Diversifier la réponse pénale pour les mineurs, c'est aussi permettre que les auteurs de délits moins graves puissent accomplir, pendant quelques mois, un « service citoyens » dans le cadre d'un établissement d'insertion de la défense ». Tel est bien l'objet de cette proposition de loi.

L'enjeu de ce texte est de mettre à la disposition des magistrats un nouvel outil, qui favorise la réinsertion des mineurs primo-délinquants ou ayant commis des actes de faible gravité : avec le contrat de service, qui sera réalisé au sein des centres de l'établissement public d'insertion de la Défense (EPIDE), nous redonnons à ces jeunes le cadre qui leur fait défaut, de nouvelles habitudes de vie, ainsi qu'une formation qui leur permettent de s'en sortir et de rompre avec la délinquance.

Cette mesure prononcée par le juge ne s'adressera qu'à des mineurs âgés de plus de 16 ans et ayant exprimé leur consentement à la suivre. Le volontariat est en effet au cœur du dispositif, car il est la clé d'une réinsertion durable. S'il la refuse, le juge prononcera alors une autre mesure qui ne nécessite pas l'accord du mineur (mesure d'activité de jour, mesure éducative...).

Pour produire pleinement ses effets, le contrat de service s'inscrira dans la durée pour une période comprise entre 6 à 12 mois, le séjour moyen sera de 10 mois.

J'entends bien les inquiétudes à l'égard du dispositif proposé, et en particulier sur la pertinence du recours à l'EPIDE pour ces jeunes mineurs délinquants.

1. A ceux qui s'interrogent, je veux dire que pour les mineurs, plus encore que pour les majeurs, **nous devons adapter la réponse pénale à la diversité des profils et imaginer les nouvelles solutions** qui favorisent une prise en charge efficace.

- L'EPIDE a prouvé son efficacité pour encadrer et former des jeunes en perte de repères. Je rappelle qu'il ne s'agit pas d'une structure militaire, mais civile, qui s'inspire certes du modèle militaire mais aussi des méthodes des travailleurs sociaux.

C'est précisément la complémentarité entre les formateurs professionnels et les anciens militaires, qui composent le personnel des centres, ainsi que les partenariats avec le monde de l'entreprise, qui font la force du dispositif.

- Les personnels de l'EPIDE, aux compétences reconnues, ont développé un savoir-faire et des méthodes pédagogiques qui seront parfaitement adaptés à ces mineurs. La plupart de ces jeunes ne possèdent pas en effet les règles élémentaires de la vie en société (être poli, être à l'heure, savoir se présenter...), et accusent un retard scolaire, voire sont déscolarisés, ce qui constitue évidemment un frein à la construction d'un avenir professionnel.

2. S'il propose un accueil et un programme adaptés, je veux dire aussi que l'identité de l'EPIDE ne sera pas dévoyée par la mise en œuvre de ce nouveau dispositif

Les mineurs délinquants resteront minoritaires et représenteront au plus 10% du public des centres. Ils seront intégrés dans ces établissements, au même titre que les majeurs, et ce afin de ne pas les stigmatiser. Les majeurs, qui sont dans cette démarche de reconstruction, auront un effet bénéfique sur les mineurs.

Cette nouvelle mesure marque, en outre, une certaine continuité dans l'expérience de l'EPIDE qui, depuis 2010, travaille déjà avec la protection judiciaire de la jeunesse à l'insertion de jeunes majeurs qui, ayant purgé leur peine, souhaitent s'engager dans un projet de formation professionnelle.

Il n'est pas question de modifier le statut de l'EPIDE, pour le placer sous la tutelle du ministère de la justice, car si le juge propose la mesure, le contrat de service en EPIDE n'est pas une mesure de placement. Néanmoins, si le jeune méconnaît ses engagements, il reviendra au directeur du centre EPIDE d'en informer l'autorité judiciaire, qui se prononcera sur les suites à donner, en particulier sur une éventuelle révocation de la mesure.

Le service citoyen que propose cette loi suppose bien évidemment de renforcer le dispositif existant de l'EPIDE : ses moyens seront ainsi abondés afin de créer progressivement de nouvelles places dédiées et assurer une formation complémentaire des personnels, pour un encadrement adéquat. D'ici juin 2012, 15 centres pourront accueillir des mineurs délinquants.

*

* *

Je crois que nous ne devons pas nous priver de ce nouvel outil de réinsertion sociale et professionnelle, car il constitue un moyen pertinent et efficace pour prévenir la récurrence de ces jeunes, qui en définitive n'ont franchi qu'une seule fois la ligne jaune. Ce contrat de service citoyen est une chance pour eux, car l'EPIDE saura leur réapprendre les fondamentaux et les règles du vivre ensemble et leur apportera les clés d'une insertion professionnelle.